

École Laïque ou laïcité vivante ?

Les majuscules de cette « École Laïque » qui inaugurent la fiche 6 du thème 2 sont peut-être un peu écrasantes. L'école c'est le lieu où la connaissance se construit, pas l'endroit où on ingurgite le savoir. La laïcité doit vivre et ne pas se transformer en un objet d'épouvante. Nous partageons l'idée que la laïcité ne doit pas être présentée comme une *doxa*, ce serait d'ailleurs trahir son principe même, mais il nous semble que notre texte ne décline pas ce qui la menace vraiment.

Cette fiche 6 oublie le concordat d'Alsace-Moselle où la séparation de l'Église et de l'État n'est pas en vigueur, elle oublie aussi "ces territoires perdus de la République" que sont certains territoire ruraux où les établissements catholiques privés sont des concurrents renforcés par les réformes successives, et ce notamment à travers le choix des options, ou par l'incurie des moyens donnés aux EPLE publics. La territorialisation des politiques éducatives aggrave d'ailleurs cette situation : des élu-es locaux-ales favorables à l'enseignement privé laissent, laisseront sciemment les structures publiques dépérir. Qui a encore le pouvoir de rompre l'équilibre entre enseignement public et privé, entre éducation croyante et éducation scientifique ? L'enseignement catholique. Et ce n'est pas un combat d'arrière-garde.

Qui "négocie" la laïcité ? Qui "empêche" les enseignants d'exercer leurs missions ? Qui "conteste" ? Nos élèves de confession musulmane ? Le SNES-FSU est-il censé construire ses mandats pour se plaindre à demi-mot des usager-es ou pour expliciter des demandes claires en terme de moyens, de désenclavement de territoires abandonnés par les services publics et l'emploi, de rupture avec les politiques stigmatisantes et l'accroissement de la répression (fiches d'observation de la "radicalisation" de nos élèves à remplir, carrés régaliens, campagne ministérielle pour la laïcité renforçant tous les stéréotypes racistes, xénophobes et islamophobes...) ?

La façon dont la République est définie par nos dirigeant-es fait écran : la laïcité est bien souvent perçue comme un repoussoir puisqu'elle ne fait pas sens lorsqu'elle est édictée d'en haut. Blanquer en fait même une question constitutive d'un "mode de vie français".¹ Et le professeur fonctionnaire d'État se retrouve pris dans l'étau de la commande délétère de son employeur quand son rôle premier est celui de la transmission d'un savoir émancipateur qui permet la construction de l'esprit critique.

1. Propos de Sébastien Roché (auteur de *La nation inachevée. La jeunesse face à l'école et la police*) recueillis par François Jarraud dans le Café pédagogique.

Lucie Lefèvre, enseignante en français (Vendée), élue École Émancipée au Bureau National du SNES-FSU